

DEPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE

- COMMUNE DE CORNEBARRIEU -

## INSTALLATION CLASSEE

COURRIER ARRIVÉ LE

- 3 FEV. 2016

ENQUETE PUBLIQUE DDT 31 - SEEF - BCP

DU 9 NOVEMBRE 2015 au 11 DECEMBRE 2015

### ENQUETE PREALABLE

A l'autorisation d'exploiter des installations d'application de peinture sur aéronefs,  
salles de peinture dénommées L08 et L09, aux lieux-dits  
« BORDENEUVE » et « CLOTASSES » dans la ZAC AEROCONSTELLATION

## RAPPORT ET CONCLUSIONS

## DU

## COMMISSAIRE ENQUETEUR

FEVRIER 2016

# SOMMAIRE

## RAPPORT

INTRODUCTION	p 3
DEROULEMENT DE L'ENQUETE	p 5
A - ORGANISATION ET GRADATION DE L'ENQUÊTE	p 5
B - RESUME COMPTABLE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	p 7
ANALYSE DU PROJET ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	p 8
A - ANALYSE DU PROJET	p 8
B - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE DOSSIER	p 11
OBSERVATIONS DU PUBLIC ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LES OBSERVATIONS FORMULEES	p 14

## CONCLUSIONS

p 19

## ANNEXES

p 23

## INTRODUCTION

La société **STTS GROUP** est une filiale de **FINAERO** dont le siège social se situe 4, Rue Clotilde BIZOLON à LYON - 69002 - qui exploite 10 salles de peinture en Europe. **FINAERO** comprend trois filiales : AIP, STTS Group et CIEE Interconnect.

C'est STTS group qui a introduit la demande afin d'obtenir l'autorisation pour exploiter deux nouvelles salles de peinture d'avions neufs de la famille A330 et A350 dénommées L08 et L09 aux lieux-dits « BORDENEUVE » et « CLOTASSES ».

Sur le site envisagé existe déjà un hangar de peinture L07 (STTS) prévu pour la peinture de 25 avions du type A350 neufs et décapage - peinture de 3 avions types A380, A350 ou A330.

Le site L07 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral initial d'autorisation en date du 10/06/2009 pour la peinture des avions et ponctuellement pour le décapage des avions A330, A350 et A380.

Le projet envisagé constitue une extension de l'activité actuelle avec la construction de 2 hangars supplémentaires, L08 et L09, nécessitant une nouvelle demande préalable d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ces installations seront implantées sur un terrain à l'Ouest de la commune de CORNEBARRIEU, et au Nord des pistes de l'aéroport de TOULOUSE-BLAGNAC et à l'Est de l'usine AIRBUS Jean Luc LAGARDERE en partie Nord de la ZAC Aéroconstellation.

Actuellement l'assiette foncière composant le terrain, propriété de STTS, hangar L07, est formée par les parcelles AH17, AH18, AI76 et AI467. Avec le projet les parcelles concernées seront : AI488, AI283, AI463, AI281, AI466, AI490, AI475, AI471, AI60, AI282, AI190, AI62, AI269, AI486, AI161, AI483, AI484, AI481, AI268, AI68 et AI479, du cadastre de la commune de CORNEBARRIEU.

D'après la cartographie annexée au PLU, dont la 2<sup>ème</sup> révision a été approuvée le 01.03.2006, suivie d'une modification simplifiée approuvée le 19.12.2013, classant le site en zone 3AU prévue pour l'implantation de type industriel, artisanal, commercial ou tertiaire.

Cette demande est constituée en application du livre V du Code de l'Environnement portant sur la prévention des pollutions, des risques et des nuisances selon le décret N° 77-1133 du 21 SEPTEMBRE 1977 modifié, pris en application des articles L. 511-1, L.511-2 et 512-1 du code de l'environnement.

... / ...

L'enquête publique portant sur la demande d'exploitation d'une nouvelle usine de peinture d'aéronefs comprendra 2 halls de peinture pour la famille des A330 et A350 neufs construits par AIRBUS France.

Le démarrage de l'exploitation est prévu pour 2017.

La charge envisagée pour L08 est de 28 avions par an.

La charge envisagée pour L09 est de 28 avions par an.

Tandis que le site comporte déjà un hangar L07 prévu pour la peinture des A350 neufs et le décapage - peinture de 3 A380 ou 5 A350 en maintenance. Les hangars L08 et L09 venant s'implanter à proximité du hangar L07, déjà exploité, sur la façade Est de ce dernier.

Cette nouvelle implantation résulte de la demande d'AIRBUS qui souhaite acheter des prestations de peinture rémunérées avec pour obligation que la construction soit réalisée sur le site de TOULOUSE et proche de la production des A330 et A350 et viendra compenser la fermeture de la salle M79 présente sur le site Louis BREGUET.

Au final, les activités projetées par STTS soumises à la réglementation des ICPE par la nomenclature des installations classées concernent la rubrique :

- ✓ 2940-2-a - autorisation -
- ✓ 2910-a-2 - déclaration -
- ✓ 3670 - autorisation -

Pour l'activité 2940-2-a déclarée :

1 - Vernis peinture, colle, enduit, etc sur support quelconque ;

2 - Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé », si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/j.

Dont la quantité utilisée est de 625 kg/j pour AF2, AF3, AIT et STAT.

Pour l'activité 2910-a-2 déclarée :

Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse .....,

si la puissance thermique nominale de l'installation est :

2 - supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW

Dont la puissance totale des 3 installations L07 + L08 + L09 = 9.4 MW.

... / ...



Pour l'activité 3670 déclarée :

Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou 200 T par an.

La quantité consommée est supérieure à 200 T/an.

Comme toute installation classée, la demande est soumise, en préalable à toute autorisation, à la mise à l'enquête publique du dossier établi par le pétitionnaire.

## **DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

### **A - ORGANISATION ET GRADATION DE L'ENQUÊTE**

Par arrêté de Monsieur le Préfet de la HAUTE GARONNE, en date du 9 OCTOBRE 2015, l'enquête publique relative à la demande préalable d'autorisation d'exploiter une usine de peinture d'aéronefs sur le territoire de la commune de CORNEBARRIEU - 31700 -,

Présentée par la Société S.T.T.S. GROUP en la personne de Monsieur Christophe CADOR, Président Directeur Général, agissant en qualité de représentant de l'établissement,

S'est déroulée pendant 33 jours consécutifs, du Lundi 9 NOVEMBRE 2015 au Vendredi 11 DECEMBRE 2015 à 17 heures.

Le commissaire enquêteur avait été désigné préalablement par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de TOULOUSE en date du 31 JUILLET 2015, afin de conduire l'enquête publique en vue d'obtenir l'autorisation sollicitée.

Les pièces et le registre, pendant toute la durée de l'enquête, sont restés à la disposition du public à la Mairie de CORNEBARRIEU, siège de l'enquête, tandis qu'un dossier a été mis à disposition du public en Mairies d'AUSSONNÉ, de BEAUZELLE, de BLAGNAC, de COLOMIERS, de SEILH et de TOULOUSE comprises dans le périmètre des 3 km et concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

L'information a été diffusée, d'une part par affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête et de l'arrêté de Monsieur le Préfet de la HAUTE GARONNE, par les soins du Maire de la commune de CORNEBARRIEU, et de ceux des Maires d'AUSSONNÉ, de BEAUZELLE, de BLAGNAC, de COLOMIERS, de SEILH et de TOULOUSE, comme attesté par les certificats des maires de TOULOUSE et CORNEBARRIEU.

... / ...

Cet affichage aurait dû être développé dans le périmètre des 3 km défini par l'arrêté préfectoral, autour de l'établissement concerné par les risques et inconvénients, mais, également, à proximité immédiate de l'installation sur la commune de CORNEBARRIEU, ce que nous n'avons pas constaté.

D'autre part, par voie de presse :

- Le **MERCREDI 21 OCTOBRE 2015** dans la **DEPECHE du MIDI** ;
- Le **VENDREDI 16 OCTOBRE 2015** dans l'**OPINION INDEPENDANTE**.

Pour une première parution dans les quinze jours précédant le démarrage de l'enquête publique.

Puis une deuxième parution rappelant l'enquête publique dans les huit premiers jours suivant le démarrage de l'enquête publique :

- Le **MARDI 10 NOVEMBRE 2015** dans la **DEPECHE du MIDI** ;
- Le **VENDREDI 13 NOVEMBRE 2015** dans l'**OPINION INDEPENDANTE**.

De plus, la commune de CORNEBARRIEU s'était servie du bulletin municipal d'Octobre 2015 pour annoncer l'enquête publique à tous ses administrés.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public, à la Mairie de CORNEBARRIEU, les :

- **Vendredi 13 NOVEMBRE 2015** de 14 H à 17 H ;
- **Mardi 17 NOVEMBRE 2015** de 14 H à 17 H ;
- **Mercredi 25 NOVEMBRE 2015** de 15 H à 18 H ;
- **Lundi 30 NOVEMBRE 2015** de 9 H 30 à 12 H 30 ;
- **Mercredi 9 DECEMBRE 2015** de 9 H 30 à 12 H 30.

En outre, et comme il est d'usage, la population avait la faculté de solliciter auprès du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, une audience particulière, même en dehors des permanences, ce que personne n'a retenu.

Le **1<sup>er</sup> OCTOBRE 2015** le commissaire enquêteur visitait le site de STTS GROUP préalablement précédé d'une présentation sommaire du projet par le pétitionnaire.

... / ..

Le dossier et le registre ont été reçus le Mercredi 16 DECEMBRE 2015.

Le registre a été clôturé le Mercredi 16 DECEMBRE 2015 par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête.

Nous n'avons pas recensé d'observation inscrite sur le registre, tout comme aucun courrier ne nous est parvenu pendant l'enquête publique. Durant nos permanences nous avons reçu un couple qui n'a pas souhaité inscrire d'observation sur le registre car loin du site.

Le 21 DECEMBRE 2015, le commissaire enquêteur établissait le mémoire de fin d'enquête qu'il a remis au demandeur le 23 DECEMBRE 2015 au cours d'une rencontre. Ce mémoire, joint en fin de rapport avec la réponse de la société STTS GROUP consiste en un résumé concernant le déroulement de l'enquête publique avec demandes d'informations et de précisions nécessaires à compléter l'information du commissaire enquêteur.

Le mémoire en réponse parvenait au commissaire enquêteur par courriel le 11 JANVIER 2016.

Sur la base de ce mémoire, des réponses qui y figuraient et après plusieurs échanges avec la responsable du projet par rapport aux contenus des réponses fournies, elle nous assurait l'envoi du mémoire définitif pour le début de la semaine 3. N'ayant rien reçu au 21 JANVIER 2016, Nous avons sollicité l'envoi dudit mémoire auprès de ladite personne pour le 25 JANVIER 2016 dernier délai.

Le 22 JANVIER 2016 le commissaire enquêteur recevait enfin ce mémoire en réponse de la société STTS GROUP comprenant 6 pages, 2 plans de masse, un plan de situation, un plan des réseaux, ainsi qu'un dossier succinct sur la transplantation de haies et de stations de Rose de France conformément aux engagements dictés par l'arrêté préfectoral N°31-2015-07, le tout joint en annexe au présent rapport.

## **B - RESUME COMPTABLE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC**

L'enquête publique n'a pas mobilisé le public puisque aucune personne n'a inscrit d'observation sur le registre mis à disposition ou envoyé de courrier afin d'exprimer leur opinion sur le projet.

Tout comme durant les permanences en Mairie de CORNEBARRIEU seul un couple de personnes est venu s'informer sur le projet dont l'éloignement par rapport à leur habitation ne l'a pas incité à écrire d'observation.

... / ...

## ANALYSE DU PROJET ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE DOSSIER

### A - ANALYSE DU PROJET

L'objet de la présente enquête publique concerne la demande d'autorisation en vue de l'exploitation de deux hangars de peinture d'aéronefs sur le territoire de la commune de CORNEBARRIEU, dans la ZAC Aéroconstellation, aux lieux-dits « BORDENEUVE » et « CLOTASSES », conformément à la loi du 19 JUILLET 1976, modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, mais également, à la loi N° 83.630 du 12 JUILLET 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques, la loi N° 92.3 du 3 JANVIER 1992 sur l'eau, et principalement, le décret N° 77-1133 du 21 SEPTEMBRE 1977 pris pour application de la loi du 19 JUILLET 1976.

Cette demande a été présentée par la société STTS GROUP, en la personne de Monsieur Christophe CADOR, Président Directeur Général, dont le siège social est situé 4 Rue Clotilde BIZOLON à LYON - 69002 -.

Cette autorisation tendant à solliciter le droit d'exploiter deux hangars de peinture d'aéronefs sur les parcelles AH17, AH18, AI76 et AI467. Avec le projet les parcelles concernées seront : AI488, AI283, AI463, AI281, AI466, AI490, AI475, AI471, AI60, AI282, AI190, AI62, AI269, AI486, AI161, AI483, AI484, AI481, AI268, AI68 et AI479, du cadastre de la commune de CORNEBARRIEU.

La superficie cadastrale est de 71 510 m<sup>2</sup> environ, avec 8 850 m<sup>2</sup> environ occupés par le bâti comprenant le hangar L07.

Avec le projet et la construction des hangars dénommés L08 et L09, venant se positionner à l'Est à celui existant en L07, la superficie bâtie ressortira à environ 23 700 m<sup>2</sup> environ.

La salle de peinture L07 traite actuellement 25 avions du type A350 neufs et décapage - peinture de 3 avions types A380 ou 5 avions A350 ou A320.

Avec le projet, il sera peint 28 avions en L08 et 28 avions en L09, soit 56 avions au total par an du type A330 et A350 neufs.

D'après la cartographie annexée au PLU le site est localisé en zone 3AU prévue pour l'implantation d'activités industrielles, avec possibilités d'accueil des activités complémentaires et nécessaires au bon fonctionnement et à l'exploitation de la zone.

La demande porte sur les activités répertoriées au N° 2940-2-a et 3670 soumises à autorisation conformément à la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement, tandis que la rubrique 2910-a-2 est seulement soumise à déclaration.

Cette demande est accompagnée d'un dossier qui a été soumis à la présente enquête publique et qui comporte 6 chapitres complétés par des annexes, avec :

... / ...

Lettre de demande en 1 page ;

Résumé non technique en 27 pages ;

Partie 1 : caractérisation 69 pages comprenant :

- 1 - introduction - présentation du contexte du dossier ;
- 2 - procédure d'autorisation ;
- 3 - identité du signataire ;
- 4 - description du projet ;
- 5 - implantation de l'activité ;
- 6 - nature et capacité de production des installations ;
- 7 - activités classées pour la protection de l'environnement ;
- 8 - activités soumises à la réglementation IED ;
- 9 - autre réglementation ;
- 10 - capacités techniques et financières ;
- 11 - garanties financières ;
- 12 - communes concernées par le rayon d'affichage ;
- 13 - annexes.

Partie 2 : Description des installations en 14 pages comprenant :

- 1 - description des activités ;
- 2 - description des procédés de peinture ;
- 3 - description des utilités et des installations annexes ;
- 4 - description du bâtiment ;
- 5 - effectifs, horaires de travail.

Partie 3 : Etude d'impact en 340 pages + 1 CD comprenant :

- 1 - Introduction ;
- 2 - Analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par les installations existantes et projetées ;
- 3 - Analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects permanents de l'installation sur l'environnement à court, moyen et long terme ;
- 4 - Analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects temporaires de l'installation sur l'environnement ;
- 5 - Analyse des effets cumulés de l'installation avec d'autres projets connus ;
- 6 - Esquisse des principales solutions de substitution ;
- 7 - Compatibilité du site avec l'affectation des sols ;
- 8 - Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables des installations ;
- 9 - Organisation environnementale du site ;
- 10 - Méthodes utilisées pour établir l'état initial et évaluer les effets des installations sur l'environnement ;

... / ...

- 11 - Difficultés rencontrées par le maître d'ouvrage pour la réalisation de l'étude ;
- 12 - Conditions de remise en état du site après exploitation ;
- 13 - Dénomination précise des auteurs de l'étude ;
- 14 - Conclusion ;
- 15 - Annexes.

Partie 4 : Etude de dangers en 181 pages comprenant :

- 1 - Introduction ;
- 2 - Structure de l'étude de dangers ;
- 3 - Description de l'environnement du site comme milieu à protéger ;
- 4 - Identification et caractérisation des potentiels de dangers ;
- 5 - Réduction des potentiels de dangers ;
- 6 - Evaluation préliminaire des risques et étude détaillée des risques ;
- 7 - Caractérisation et classement des différents phénomènes et accidents potentiels en tenant compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection ;
- 8 - Organisation de sécurité et moyens d'intervention ;
- 9 - Conclusion ;
- 10 - Annexes.

Partie 5 : Notice d'Hygiène et de sécurité en 12 pages comprenant :

- 1 - Introduction ;
- 2 - Site concerné ;
- 3 - Organisation de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement ;
- 4 - Hygiène ;
- 5 - Sécurité.

Partie 6 : Plans comprenant :

- 1 - Carte de situation au 1/ 25 000 ;
- 2 - Plan des abords au 1/ 2 500 ;
- 3 - Plan d'ensemble au 1/ 200 ;

En sus des pièces énoncées ci-avant étaient joint :

- l'avis de l'autorité environnementale en 3 pages.

... / ...

## B - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE DOSSIER

D'une manière générale, le dossier soumis à la présente enquête traite des points essentiels se rapportant aux avantages et inconvénients que peuvent engendrer les installations dans leur contexte environnemental et socio-économique, mais également, au niveau des risques vis à vis de la santé humaine.

Comme il est rappelé aussi bien au niveau des plans et des écrits, le projet s'inscrit dans un environnement déjà très industrialisé, en bordure de l'aéroport de TOULOUSE-BLAGNAC et des pistes. L'environnement immédiat et au-delà est occupé par des industries liées majoritairement à l'aviation et à l'avionneur principal AIRBUS.

Ce milieu regroupe toutes sortes d'activités liées de près ou de loin à la modélisation, la fabrication et les essais des avions actuels ou à venir. De fait, il est très bruyant et génère de nombreux déplacements aussi bien dans les airs, avec les activités civile et industrielle, qu'au sol avec une fréquentation importante de véhicules légers et lourds.

La majorité des sites disponibles autour de l'aéroport étant prévus à vocation artisanales ou industrielles, le projet envisagé est en adéquation avec l'environnement et la destination des lieux.

Le contenu du dossier soumis à l'appréciation du public était suffisamment clair et explicite afin de permettre à tout un chacun d'appréhender les enjeux ou les risques encourus par l'environnement et les hommes d'une manière générale.

Il est à noter que ce dossier a été soumis à la présente enquête publique environ 1 mois après le dossier de FINAERO, société mère de STTS GROUP. Les deux dossiers ont été dressés par le même bureau d'étude avec le même plan, la réutilisation des données du dossier FINAERO avec quelques coquilles de copié - collé. Tout comme le dossier FINAERO celui de STTS GROUP comporte des affirmations sans démonstration ou motivation venant étayer les dires, nous reconnaissons qu'il ne comporte pas de lacunes ou d'omissions qui pourraient le rendre incomplet ou imprécis sur certains points.

Tout au plus avons-nous relevé quelques imprécisions ou incohérences sans grandes conséquences et, notamment :

- l'absence de données sur la parcelle recevant les installations au niveau de sa superficie, le pourcentage d'emprise au sol des bâtiments, la surface des espaces verts, entre autres ;
- ces éléments doivent bien figurer au niveau de la demande de permis de construire. Toutefois, ils ne figuraient pas, même succinctement, en pièces annexes. Seuls deux plans ont été joints au dossier : un plan rez de chaussée + un plan réseaux à la lecture difficile pour un profane. Sans légende et n'étant pas de vrai plan de masse au sens du code de la construction comme annoncé dans le sommaire de la partie 6 ;

... / ...



- Le dossier est sur le principe du copié - collé de celui de FINAERO et sur la même architecture, il reste muet sur les rejets des particules PM 2.5, comme signalé dans l'avis de l'autorité environnementale, quant à leur prise en compte. Seront-elles réduites de 30 % comme l'impose la loi depuis 2015 et comme l'impose le plan particule de 2010 ? Nous ne savons même pas si leur traitement est prévu. A priori il semble que non ;
- L'étude d'impact s'est bien occupée des effets cumulés induits par d'autres projets connus. Toutefois, cette limitation est réductrice dans le sens où les effets cumulés auraient dû être appréciés vis-à-vis des projets existants et en activité. Il faut espérer que l'état des lieux en ait suffisamment tenu compte. Bien que le tableau de la page 18 de l'étude d'impact reste incomplet pour les PM 2.5 ;
- Il est étonnant de ne pas trouver un chapitre lié aux consommations énergétiques fossiles afin d'apprécier les efforts mis en œuvre par le maître d'ouvrage pour limiter ces consommations. Mais également, nous n'avons rien trouvé quant à l'isolation intégrée dans le bâtiment afin de répondre à la RT 2012 et permettre d'apprécier quel est le classement de ce dernier alors que la température du bâtiment dépasse 12°C et impose une étude thermique et en conformité à la RT 2012 ;
- L'étude sur le bruit est un copié - collé de l'étude qui figurait dans le dossier FINAERO, alors même que nous ne sommes pas au même lieu et dans le même environnement. L'état des lieux résulte des études menées par l'AFUL qui en a la charge au niveau de la ZAC. Toutefois, il est curieux de constater de quelle manière sont menées ces études dans la mesure où elles sont conduites sur 4 jours seulement. Il paraît bien difficile d'accorder du crédit à des études de bruit faites dans de telles conditions, qui plus est, en l'absence de mesures effectuées par vents dominants ou non, ce qui change totalement les résultats. De plus, il n'y a pas de prise en compte réelle des installations projetées afin de contrôler l'impact ou non qu'elles peuvent avoir au niveau des émergences. Les émergences données sont établies sur l'existant mais sans les nouvelles installations. De toute façon nous ne comprendrions pas bien de quelle manière les incidences des installations STTS GROUP auraient pu être intégrées alors que les contrôles ont été réalisés en Février 2014,

Si la société STTS GROUP fournit la main d'œuvre et les bâtiments pour la peinture des avions, c'est AIRBUS qui fournira les peintures à STTS GROUP, sans qu'elle ait son mot à dire.

Tout le dossier est basé sur une ou des qualités de peintures retenues par AIRBUS qui peut décider, à tout moment, du changement de fournisseur ou de qualité. Ici se pose un problème afin de savoir si, dans un tel cas, cela aura une incidence vis-à-vis des installations, sur la qualité des rejets, sur la santé humaine et, de manière générale, sur l'environnement.

Rien n'est dit !

Nous pensons que, dans un tel cas, STTS GROUP doit avoir l'obligation de produire une nouvelle notice d'impact afin de démontrer que les nouveaux produits restent dans des niveaux conformes à la réglementation ou à l'autorisation en cours.

Mais, également, démontrer que les installations restent efficaces vis-à-vis de la compatibilité des systèmes de traitements et des nouveaux produits utilisés, si tel était le cas.

... / ...



Nous avons noté dans l'avis de l'autorité environnementale que :

« . L'étude d'impact est complète et traite de manière satisfaisante les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ;  
 . Ce dossier prend en compte de manière proportionnée les enjeux environnementaux et propose des mesures pertinentes pour limiter les impacts du projet sur l'environnement. »

Il est curieux de lire cela quand quatre paragraphes plus loin nous lisons :

« En revanche l'autorité environnementale relève que le dossier n'étudie pas les poussières PM 2.5 .... »

Est-il complet ou non ?

De plus, les remarques sur les nuisances sonores sont une interprétation du dossier qui sur ce point est léger, mais cela n'a pas l'air d'interpeler. Quant à s'en remettre à l'AFUL dans trois ans cela ne correspond pas à la réglementation qui impose une prise en compte de l'installation proprement dite, ce qui n'empêche pas une étude générale au niveau de la ZAC.

La lecture du dossier préalablement au lancement de l'enquête publique nous avait permis de vérifier la lisibilité du résumé non technique accompagnant ledit dossier. Nous n'avions eu rien à dire sur son contenu qui permettait une approche simple à toute personne non avertie qui devait le lire tout en assurant une compréhension synthétique acceptable.

Même si le dossier doit être considéré comme acceptable et bien structuré, traitant d'une majorité des éléments essentiels liés à ce type de dossier, nous osons croire que les points soulevés au niveau du rapport établi par l'autorité environnementale et par nous-mêmes puissent déboucher sur des préconisations. Car, en lieu et place des seuls constats y figurant, il serait intéressant que cela apporte une réelle valeur ajoutée au projet faisant ressortir l'intérêt de l'enquête publique et l'amélioration de certains points insuffisants.

... / ...

## OBSERVATIONS DU PUBLIC ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LES OBSERVATIONS FORMULEES

Si l'enquête publique n'a pas fait l'objet d'une participation du public, le commissaire enquêteur s'est, malgré tout, interrogé sur certains points du dossier dont le mémoire de fin d'enquête a repris les principaux éléments pour être remis au porteur du projet afin qu'il apporte certaines précisions et complète son information.

Ce sont les principaux points que le commissaire enquêteur va compléter et commenter ci-après à partir des réponses apportées par le porteur du projet.

### La première question posée portait sur la fourniture d'un plan de masse :

- Sauf erreur votre projet se situe en zone 3UA du plan de zonage de la commune de CORNEBARRIEU. Toutefois, je n'ai pas trouvé dans le dossier un plan de masse digne de ce nom (1/500) qui me permettrait de visualiser votre projet, connaître l'assiette foncière, me permettre de contrôler que l'emprise au sol des bâtiments est bien respectée, ... Je vous remercie de me fournir un tel plan ;

*Si au mémoire en réponse un plan a été joint nous ne pouvons le qualifier de plan de masse au titre du code de l'urbanisme qui précise bien ce que doit contenir un tel plan. De plus, il est peu lisible, sans côtes, sans les accès, sans les hauteurs. D'une manière générale, il n'apporte rien de plus que les plans contenus dans le dossier dont la plupart sont difficilement lisibles car chargés de détails qui n'informent en rien pour l'enquête publique et souvent avec absence de légende. Alors qu'un plan de masse existe bien avec la demande de permis de construire, du moins nous l'espérons.*

### La deuxième question portait sur des précisions sollicitées par rapport à des plans fournis dans le dossier :

- Si un plan est bien fourni en fin de dossier, il n'existe pas de légende permettant de le lire et de le comprendre. Pourriez-vous le légender et expliciter à quoi correspond la couleur verte contenant les bâtiments L08 et L09. A quoi correspondent les limites : 35 m, 300 m reportées. De même il serait intéressant d'y retrouver les éléments constituant un plan de masse, tels : espaces verts, voies, stationnements, raccordements aux réseaux, distances entre bâtiments et par rapport aux limites, hauteurs, ... ;

... / ...

*Si quelques précisions supplémentaires sont fournies dans la réponse du porteur de projet nous ne sommes pas certain de pouvoir bien lire les plans qui restent, pour certains confus, avec trop d'informations sur le même plan. Selon l'adage « trop d'information tue l'information » se vérifie ici. Même si nous pensons savoir lire des plans, faut-il encore qu'ils soient joints à une échelle lisible avec le juste contenu pour en avoir une lecture et une compréhension accessibles à tout un chacun. Dans le cas présent le commissaire enquêteur n'étant pas un sachant, il est nécessaire de se mettre au niveau d'un non professionnel, ce qui n'est pas le cas avec la plupart des plans et certaines autres informations du dossier.*

*Ils doivent être là pour informer simplement, apporter l'explication supplémentaire visuelle en complément du texte, et n'ont pas nécessairement un intérêt technique.*

La troisième question portait sur l'environnement proche occupé par les habitations :

- Dans le rayon des 300 m des habitations existent. Quelles sont les principales nuisances qui vont les affecter (bruit, odeurs, ...) quelles mesures de protection avez-vous prévues ?

*Encore une fois la question portait sur le traitement des risques et inconvénients sur les habitations alentours. Sur ce point précis la réponse n'est pas satisfaisante. Rappeler les mesures et les simulations effectuées auraient été plus informatif. Comme nous l'avons dit dans notre avis sur le dossier, certains points du dossier ont été traités sans démonstration probante, faisant qu'il est bien difficile de fournir des détails précis répondant aux questions.*

*Mettre des pièges à sons pour atténuer les bruits et nuisances sonores est une bonne chose et est indispensable. Encore faut-il connaître le niveau de l'affaiblissement à atteindre. Mais réaliser des mesures in situ dès la mise en activité des installations paraît indispensable compte tenu de l'étude acoustique fournie.*

*Tout comme il sera indispensable de mettre en place une campagne de mesures en continue pour s'assurer de la qualité des rejets dans l'atmosphère. Notamment vérifier le niveau des rejets sur les poussières de toutes sortes (PM 10 et PM 2.5). Ceci permettra de contrôler si les traitements mis en place sont suffisants ou non, car comme nous l'avons dit, noté également dans l'avis de l'autorité environnementale, les PM 2.5 ne sont pas traitées dans le dossier.*

La quatrième question portait sur le rayon d'affichage :

- Encore une fois il semble ressortir du plan fourni dans le dossier que le rayon des 3 km retenu ne corresponde pas. Si le plan est bien au 1/ 25 000, alors il manque 100 m à votre rayon. Ce qui impacte la commune de FENOUILLET. Merci de me fournir un plan à la bonne échelle : 1/25 000 avec le rayon des 3 kms reporté à partir des limites de l'unité foncière ;

... / ...

*La réponse fournie par le porteur de projet confirme bien l'erreur matérielle due à l'échelle lors de l'impression. La limite communale de FENOUILLET reste frôlée par le rayon et se trouve dans l'incertitude de l'épaisseur du trait. Dans un tel cas que faut-il faire ? Exclure la commune ou l'inclure dans les communes pouvant subir inconvénients et nuisances ? Nous estimons qu'il est préférable, lorsque nous sommes à la limite de la tolérance, d'inclure la commune d'autant que faire plus ne nuit pas à l'enquête, mais favorise la transparence et l'information, puisque l'on est au-delà du minimum réglementaire.*

La cinquième question portait sur les rejets dans l'atmosphère des particules PM 2.5 :

- Des filtres à poussières sont prévus afin de retenir les poussières avant rejet dans l'atmosphère. Si les rejets de poussières PM 10 semblent contenus dans les normes applicables, rien n'est dit sur les rejets des poussières PM 2.5. Je trouve l'avis de l'autorité environnementale pertinent sur le sujet en page 3/3, chapitre « risques sanitaires ». Je souhaiterais que vous développiez ce point sensible qui paraît insuffisamment traité dans votre dossier (cf. entre page 200 et 201). Que vous rappeliez les mesures réellement mises en œuvre pour les éliminer, voire les limiter en relation avec vos dires des pages précédentes ;

*La réponse faite dans le mémoire de STTS GROUP à propos des particules PM 10 et PM 2.5 répond partiellement à la question dans le sens où effectivement le traitement des particules PM 2.5 n'est pas prévu. Selon STTS GROUP le niveau des rejets de ces particules serait en dessous des seuils réglementaires déterminés, même si STTS GROUP ne connaît pas de réglementation applicable aux activités de peinture.*

*Toutefois, nous rappellerons qu'il existe, depuis le Grenelle de l'environnement, une obligation de réduire les PM 2.5 de 30 % depuis 2015. On ne peut l'ignorer, même si au départ cela concerne les véhicules terrestres, les autres producteurs doivent s'y astreindre. Sinon on ne voit pas bien comment l'égalité de tous devant la loi s'applique.*

*Le porteur de projet envisage un protocole de mesures adapté avec le prestataire en charge de la caractérisation des émissions de poussières.*

*Nous sommes favorables à des mesures de contrôle en continue de ces poussières et autres polluants avant rejet dans l'atmosphère. Toutefois, nous considérons que le protocole doit être défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en fixant les caractéristiques des mesures et la périodicité.*

*D'autre part, la prise en compte, dans l'étude d'impact, des seuls effets cumulés de FINAERO et de STTS GROUP reste curieux dans la mesure où ses projets ne sont pas les seuls et encore moins isolés, plutôt dans un grand complexe industriel dont nous n'avons pas senti la prise en compte réelle. Nous ne pensons pas que la réglementation soit écrite comme cela, sauf à être dans l'erreur.*

*Ceci pour rappeler que nous sommes plus que favorables à des mesures de contrôle en continue des poussières et autres polluants avant rejet dans l'atmosphère.*

... / ...

*Nous rappellerons que les particules 2.5 $\mu$  et 10 $\mu$  sont considérées comme des particules anthropiques.*

*Pour mesurer ces particules il existe des séparateurs dimensionnés qui peuvent être un impacteur ou un cyclone souvent incorporé dans la tête de prélèvement adaptée à la granulométrie visée avec collecteur ou dispositif de mesure automatique et un dispositif d'aspiration à débit constant auto régulé.*

*En définitive on peut arriver à déterminer le niveau des PM 2.5, mais leur traitement semble encore marginal. Seul un filtre à particule du type 9 semble répondre partiellement à la problématique.*

*Nous ne comprendrions pas pour quelles raisons ces particules très fines qui font l'objet de contraintes sérieuses pour les constructeurs automobiles ne seraient pas opposables aux autres industries dans la mesure où des systèmes de traitement existent ou existeront.*

La sixième question portait sur :

- Le 4 NOVEMBRE 2015 un arrêté dérogatoire vous a été délivré pour ce qui concerne la destruction d'espèces protégées et notamment les pieds de « ROSA GALLICA ». A ce titre pourriez-vous reporter sur un plan où vont être replantés les pieds détruits (annexe 4 de l'arrêté), quelles mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi (annexe 3) vous allez mettre en œuvre.

*Une demande de dérogation avait été sollicitée par STTS GROUP auprès de la Préfecture le 7 JUILLET 2015 à propos de la destruction d'espèces protégées et afin de pouvoir transplanter des haies arbustives et des pieds de ROSA GALLICA situés sur l'emplacement des hangars à construire.*

*Le 4 NOVEMBRE 2015, Monsieur le Préfet de la haute Garonne prenait un arrêté N°31-2015-07 accordant la dérogation avec mesures compensatoires pour la mise en œuvre de l'arrêté.*

*Pour compléter le sujet STTS GROUP nous joint dans son mémoire en réponse le compte-rendu d'opération qui a consisté aux déplacements des espèces protégées tout en rappelant les obligations qui allaient être mises en œuvre conformément à l'arrêté.*

La septième question portait sur :

*L'utilité du repère 1 figurant dans les tableaux de la page 146 de l'étude d'impact qui sert de référence pour déterminer les seuils par rapport aux risques globaux à partir de composés et d'organes cibles.*

*La réponse faite dans le mémoire apporte un éclairage sur ce point de référence 1 qui est la limite pour déterminer le basculement dans un risque sanitaire avéré ou non. C'est par une modélisation que ces risques sont déterminés, semble-t-il.*

... /...

*Comme toute modélisation il existe une incertitude des calculs suivant les chiffres que l'on entre dans le logiciel. Nous n'avons pas connaissance de cette incertitude. Plutôt que d'avoir un chiffre brut, il aurait été normal d'avoir un seuil haut et un seuil bas pour chaque calcul, ce qui correspondrait à la prise en compte de ces incertitudes, mais également, aurait l'avantage d'être plus juste.*

*Par contre, comme toute modélisation, il y aura lieu de vérifier, lorsque le site sera en activité, si les contrôles sont bien conformes à ladite modélisation qui n'est qu'un indicateur au niveau du projet.*

*Le fait d'avoir conduit deux enquêtes similaires, FINAERO et STTS GROUP, dont les enjeux restent aux mêmes niveaux, nous a permis d'avoir la possibilité d'établir des comparaisons entre les projets pas si éloignés que cela les uns des autres.*

*Ce qui nous fait dire que les remarques et recommandations faites dans le rapport FINAERO restent valables pour ce dossier STTS GROUP.*

*Ce qui nous a interpellés c'est le contexte environnemental dans lequel se situent les deux projets : l'aéroport de TOULOUSE - BLAGNAC.*

*Car l'aéroport, à côté, ne semble pas avoir de réelles incidences, alors que le bruit de celui-ci est déjà conséquent (70db). Cela revient à affirmer que l'environnement industriel et la circulation routière ne provoquent pas d'émergence, mais au contraire font diminuer le bruit résiduel puisque le niveau de bruit est bien inférieur au seul aéroport.*

*Au niveau de la qualité de l'air, avec le nombre de sites industriels présents, le quatrième aéroport de France, la circulation routière souvent saturée, voire bloquée, le tout contribuant à polluer l'environnement local, qui par climatologie défavorable arrive à des niveaux au-dessus de seuils réglementaires, nous n'avons rien trouvé qui en parle et qui en tire les conséquences.*

*Est-ce normal que de tels dossiers, fortement liés à l'environnement et à notre santé, n'en parlent pas ?*

*Nous pensons que ces dossiers restent insuffisants sur l'essentiel et sont pollués de détails banaux qui mettent de côté les vrais enjeux à venir.*

*Il paraît évident qu'il faut revoir la façon d'aborder les éléments si l'on veut être crédible et ne pas se contenter de répondre à un cadre administratif, réglementaire ou normatif, souvent en retard avec les problèmes et la réalité du terrain.*

*D'autant plus lorsqu'on se dit certifié ISO 14001 : management de l'environnement.*

*Dans la mesure où le diagnostic est fait avec sincérité nous pouvons croire que cela servira à répondre aux obligations imposées par le code de l'environnement et telles : éviter, réduire ou compenser les effets négatifs de tout projet.*

*... /...*



## CONCLUSIONS

La présente enquête publique préalable à l'autorisation d'exploiter deux hangars de peinture d'aéronefs sur le territoire de la commune de **CORNEBARRIEU**,

Présentée par la Société **STTS GROUP** en la personne de Monsieur Christophe CADOR, agissant en qualité de Représentant de l'établissement,

S'est déroulée pendant 33 jours consécutifs, du **Lundi 9 NOVEMBRE 2015** au **Vendredi 11 DECEMBRE 2015** à 17 heures, conformément à la législation sur les **Installations Classées** pour la protection de l'environnement, et afin de reconnaître et de constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'installation susvisée.

C'est à ce titre que le projet est soumis à la procédure d'autorisation ou de déclaration par référence à la rubrique N° 2940-2-a, de la nomenclature selon le décret du **20 MAI 1953**, ainsi que depuis le décret N° 94.484 du **9 JUIN 1994** modifiant le décret N° 77-1133 du **21 SEPTEMBRE 1977**, pris pour application de la loi N° 76-663 du **19 JUILLET 1976** relative aux **Installations Classées pour la protection de l'environnement**.

Préalablement au démarrage de l'enquête publique, et pour la conduire, le commissaire enquêteur avait été désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de **TOULOUSE** en date du **31 JUILLET 2015**,

tout comme les formalités réglementaires de publicité et d'information avaient été effectuées dans les délais, aussi bien dans les deux journaux locaux que sur les panneaux existants au niveau des communes retenues par le rayon d'affichage des 3 kilomètres : **BEAUZELLE, BLAGNAC, COLOMIERS, SEILH et TOULOUSE** avec l'affichage de la copie de l'arrêté préfectoral.

Cet affichage étant certifié par les maires des seules communes de **CORNEBARRIEU** et **TOULOUSE**.

Normalement, cet affichage aurait dû être développé dans le périmètre des 3 km défini par l'arrêté préfectoral, autour de l'établissement concerné par les risques et inconvénients et à proximité immédiate de l'installation sur la commune de **CORNEBARRIEU**, ce que nous n'avons pas constaté.

Aucune observation ou requête n'a été inscrite sur le registre d'enquête publique mis à la disposition du public durant les trente-trois jours dévolus au déroulement de toute l'enquête.

Tout comme aucun courrier n'a été déposé durant la période d'enquête.

... / ...

Seul un couple habitant BLAGNAC s'est déplacé lors d'une permanence du commissaire enquêteur afin de contrôler si le projet allait avoir des impacts sur leur propriété. Rassuré il n'a pas voulu inscrire d'observation.

Après la fin de l'enquête publique, le registre d'enquête a été envoyé par la mairie de BLAGNAC, reçu et clôturé le 16 DECEMBRE 2015 par le commissaire enquêteur.

Quelques jours après, le 21 DECEMBRE 2015 le mémoire de clôture de l'enquête a été dressé par le commissaire enquêteur et remis au porteur de projet le 23 DECEMBRE 2015 au cours d'une rencontre.

La société STTS GROUP nous a fait parvenir ses réponses écrites le 22 JANVIER 2016 par courrier en recommandé.

L'étude du dossier et nos observations tant au niveau du contenu qu'au niveau de la qualité par rapport au projet soumis à l'enquête, sont consignées dans notre rapport ci-avant,

L'analyse des explications fournies dans son mémoire par le pétitionnaire en réponse au nôtre après la clôture de l'enquête publique,

Constituent le socle principal de la motivation de notre avis.

Les différents échanges figurent en annexe aux dits rapport et conclusions et font que

#### **Le commissaire enquêteur :**

- 1° - **Rappelle que** la demande porte officiellement sur la seule rubrique 2940.2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 2° - **A bien noté que** le dossier comporte une demande d'autorisation pour la rubrique 3670 qui ne figure pas dans la demande initiale, mais qu'elle est nécessaire aux activités ;
- 3° - **Rappelle que** le dossier peut être considéré comme complet quant aux points abordés dans les chapitres, excepté le contenu de certains points traités que nous considérons comme insuffisants ;
- 4° - **Considère que** le traitement du bruit reste insuffisant et sans corrélation avec le projet et mérite un suivi durant la première année d'exploitation des installations ;

... / ...



- 5° - **Considère** que le traitement des particules PM 2.5 est absent et doit faire l'objet de contrôles continus avant tout rejet dans l'environnement afin de permettre de démontrer qu'il y aura bien réduction dans le temps en fonction de l'évolution des techniques de traitement ;
- 6° - **Tient à faire remarquer** que l'avis de l'autorité environnementale fait les mêmes remarques que le commissaire enquêteur quant au traitement des particules PM 2.5 ;
- 7° - **Souhaite** que les rejets des eaux pluviales ou d'incendie soient quantifiés afin de contrôler l'adéquation avec le milieu récepteur (Waterways) dont aucune information sur ces ouvrages n'a été fournie ;
- 8° - **A bien noté** qu'une dérogation préfectorale avait été délivrée afin de déplacer, conserver et entretenir une espèce protégée, dénommée Rose de France, et ce, pour une période de 20 ans ;
- 9° - **A noté** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de CORNEBARRIEU ;
- 10° - **Est d'avis de joindre** en annexe le mémoire du pétitionnaire valant réponses et compléments d'information à celui dressé par le commissaire enquêteur en clôture d'enquête ;
- 11° - **A bien noté** le démarrage de la destruction, de la capture, du déplacement avec replantation sur un autre site des Roses de France, ainsi que la mise en culture de l'espèce avec protection et entretien ;
- 12° - **Confirme** que le projet concerne la construction de deux hangars dénommés L08 et L09 pour peindre 56 avions neufs par an du type A330 ou A350 ;
- 13° - **Rappelle** que ces constructions se situeront à l'Est d'un hangar déjà en activité dénommé L07 où sont déjà peints 25 avions du type A350 + 3 avions du type, A380 en maintenance ;
- 14° - **Recommande** que des contrôles acoustiques soient effectués durant la première année de mise en service de l'installation afin de s'assurer du niveau de conformité aux normes ;
- 15° - **Recommande** que des contrôles soient aussi effectués au niveau de la qualité des rejets et des odeurs afin de s'assurer qu'ils sont bien dans l'acceptable et des normes applicables à ce type d'installation ;

... / ...

16° - Déclare que l'installation s'inscrira dans un contexte industriel lié à l'aéronautique ayant dicté le choix et l'implantation, tout en mettant en œuvre des principes de compensations, de réductions et d'annulations des impacts qu'une telle installation pourrait induire, aussi bien sur l'environnement qu'au niveau de la santé des employés y travaillant que des tiers alentours ;

17° - Déclare que pour autant certaines règles et traitements puissent être améliorés au niveau de la ZAC dans laquelle l'approche environnementale ne nous a pas paru totalement convaincante.

Qu'en conséquence,

Le commissaire enquêteur,

Donne un avis favorable,

à la demande d'autorisation d'exploiter deux hangars supplémentaires de peinture d'aéronefs du type A330 et A350 sur le territoire de la commune de CORNEBARRIEU, dans la ZAC Aéroconstellation,  
présentée par la Société STTS GROUP selon le régime des Installations classées,

sous réserve de la prise en compte des recommandations énumérées aux points 1 à 17 constituant les motivations de notre avis.

Cette autorisation concernera les rubriques de la nomenclature N° 2940-2-a et N° 3670 tel que le dossier a décrit les activités exercées sur le site et tel que cela a été soumis à l'appréciation du public,

Fait à CEPET le 28 JANVIER 2016.

Le commissaire enquêteur,

  
Hervé TEYCHENE

## ANNEXES

Comme mentionné ci-avant dans le rapport, nous joignons en annexes les questions et observations soumises à l'appréciation du porteur de projet, avec ses réponses venant compléter le dossier, pour être incorporées au dossier soumis à l'enquête.

CEPET, Le 21 DECEMBRE 2015

Monsieur le Directeur « STTS GROUP »  
Site Aéroconstellation  
3, Rue Franz Joseph STRAUSS  
31700 BLAGNAC

Dossier suivi par M. N. GALVAN  
Affaire : Dossier I.C. Usine  
Peinture globale aéronefs  
31700 CORNEBARRIEU

Monsieur le Directeur,

L'enquête publique à propos de votre demande tendant à solliciter l'autorisation d'exploiter une usine de peinture globale d'aéronefs par la société STTS GROUP sur la commune de CORNEBARRIEU - 31700 - s'est terminée le 11 DECEMBRE 2015.

Comme il est prévu en matière d'Installations Classées et conformément à l'article 7 du décret du 21 SEPTEMBRE 1977, je vous prie de trouver dans le présent mémoire les points essentiels ci-après, auxquels je souhaiterais que vous apportiez des précisions afin de compléter mon information.

Il est à noter que je n'ai pas reçu de courrier tout comme aucune observation ou requête n'a été inscrite sur le registre d'enquête mis à disposition du public. Toutefois, j'ai reçu un couple résidant à plus de 500 m à l'Ouest des futures activités projetées afin d'obtenir des informations et mieux localiser le projet. Ils n'ont pas souhaité inscrire d'observation sur le registre.

Malgré tout, afin d'être en mesure de motiver plus précisément l'avis que je dois émettre sur le projet, quelques précisions complémentaires semblent s'imposer :

- Sauf erreur votre projet se situe en zone 3UA du plan de zonage de la commune de CORNEBARRIEU. Toutefois, je n'ai pas trouvé dans le dossier un plan de masse digne de ce nom (1/500) qui me permettrait de visualiser votre projet, connaître l'assiette foncière, me permettre de contrôler que l'emprise au sol des bâtiments est bien respectée, ... Je vous remercie de me fournir un tel plan ;

... / ...

I.C. STTS GROUP - 31700 - CORNEBARRIEU

*Membre d'une association agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté*

- Si un plan est bien fourni en fin de dossier, il n'existe pas de légende permettant de le lire et de le comprendre. Pourriez-vous le légender et expliciter à quoi correspondent la couleur verte contenant les bâtiments L08 et L09. A quoi correspondent les limites : 35 m, 300 m reportées. De même il serait intéressant d'y retrouver les éléments constituant un plan de masse, tels : espaces verts, voies, stationnements, raccordements aux réseaux, distances entre bâtiments et par rapport aux limites, hauteurs,... ;
- Dans le rayon des 300 m des habitations existent. Quelles sont les principales nuisances qui vont les affecter (bruit, odeurs, ...) quelles mesures de protection avez-vous prévues ?
- Encore une fois il semble ressortir du plan fourni dans le dossier que le rayon des 3 km retenu ne corresponde pas. Si le plan est bien au 1/ 25 000, alors il manque 100 m à votre rayon. Ce qui impacte la commune de FENOUILLET. Merci de me fournir un plan à la bonne échelle : 1/25 000 avec le rayon des 3 kms reporté à partir des limites de l'unité foncière ;
- Des filtres à poussières sont prévus afin de retenir les poussières avant rejet dans l'atmosphère. Si les rejets de poussières PM 10 semblent contenus dans les normes applicables, rien n'est dit sur les rejets des poussières PM 2.5.  
Je trouve l'avis de l'autorité environnementale pertinent sur le sujet en page 3/3, chapitre « risques sanitaires ». Je souhaiterais que vous développiez ce point sensible qui paraît insuffisamment traité dans votre dossier (cf. entre page 200 et 201). Que vous rappeliez les mesures réellement mises en œuvre pour les éliminer, voire les limiter en relation avec vos dires des pages précédentes ;
- Le 4 NOVEMBRE 2015 un arrêté dérogatoire vous a été délivré pour ce qui concerne la destruction d'espèces protégées et notamment les pieds de « *ROSA GALLICA* ». A ce titre pourriez-vous reporter sur un plan où vont être replantés les pieds détruits (annexe 4 de l'arrêté), quelles mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi (annexe 3) vous allez mettre en œuvre.

D'une manière générale, vous voudrez bien récapituler sommairement les mesures mises en œuvre au niveau du projet, afin de réduire, compenser ou remédier aux impacts qu'il est susceptible de provoquer vis-à-vis de tous les rejets.

En conclusion, il me paraît souhaitable que vous puissiez apporter toutes précisions qui s'imposent, mais également que vous jugerez utiles et participant à une meilleure information et sécurisation aussi bien des installations que du milieu naturel environnant.

Dans le cas où vous en ressentiriez le besoin et préalablement à l'envoi de votre mémoire en réponse et à notre rencontre, sachez que je me tiens à votre disposition pour toute explication complémentaire.

Dans l'attente de vos précisions, tout en vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à mes salutations distinguées.

Le commissaire enquêteur,

Hervé TEYCHENE

# DOSSIER DE REPONSE PV Enquête publique FINAERO

(du 16 Novembre au 11 Décembre 2015)

- Sauf erreur votre projet se situe en zone 3UA du plan de zonage de la commune de CORNEBARRIEU. Toutefois, je n'ai pas trouvé dans le dossier un plan de masse digne de ce nom (1/500) qui me permettrait de visualiser votre projet, connaître l'assiette foncière, me permettre de contrôler que l'emprise au sol des bâtiments est bien respectée, ... Je vous remercie de me fournir un tel plan ;

Voir plan de masse 1 : 500 ème joint en annexe n°1.

Les limites de propriété sont indiquées sur ce plan avec des pointillés rouge.

Si un plan est bien fourni en fin de dossier, il n'existe pas de légende permettant de le lire et de le comprendre. Pourriez-vous le légender et expliciter à quoi correspond la couleur verte contenant les bâtiments L08 et L09. A quoi correspondent les limites : 35 m, 300 m reportées. De même il serait intéressant d'y retrouver les éléments constituant un plan de masse, tels : espaces verts, voies, stationnements, raccordements aux réseaux, distances entre bâtiments et par rapport aux limites, hauteurs, ... ;

Le plan joint au dossier ICPE au format 1 :400 ème présente l'ensemble des réseaux du site, le stationnement, les espaces verts (zones remplies de petites croix grises). Le parking est aussi représenté sur le plan (cf. : annexe 2).

Les limites de 35 m et 100m sont présentées de façon plus lisible sur le plan à l'échelle 1 :25 000ème (cf. annexe3).

Conformément à la réglementation fixant les pièces annexes du dossier ICPE ; les limites de 35 m et 100 m indiqués sur le plan 1 : 25000 ème correspondent aux exigences suivantes du dossier ICPE :

- *un plan à l'échelle 1/2500e au minimum de l'installation et de ses abords. Ce plan devra couvrir les abords de l'installation jusqu'à une distance au moins égale au dixième du rayon d'affichage indiqué dans la nomenclature pour la rubrique correspondant à l'installation et en tout cas supérieur à 100 mètres (la valeur de ce rayon d'affichage devra être indiquée dans un angle du plan).*
- *un plan d'ensemble à l'échelle 1/200e au minimum indiquant le détail des dispositions projetées de l'installation, ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, et le tracé des égouts existants.*

Dans le rayon des 300 m des habitations existent. Quelles sont les principales nuisances qui vont les affecter (bruit, odeurs, ...) quelles mesures de protection avez-vous prévues ?

L'étude d'impact a analysé sous plusieurs angles les effets négatifs et positifs, directs et indirects permanents et temporaire de l'installation sur l'environnement (cf. partie 3-Etude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter STTS). Pour chaque nuisance, le dossier ICPE décrit les mesures en place

Les nuisances majeures et les mesures de prévention qui pourrait affecter les habitations existantes sont :

- Nuisances sonores => mise en place de pièges à sons + réalisation de mesures du niveau sonore conformément à la réglementation
- Pollution de l'Air => Captation par filtration des particules émises + réalisation de mesures de rejets atmosphérique annuelle.
- Pollution de l'eau => Captation des eaux souillées dans une cuve de récupération pour pompage et traitement par une entreprise agréée.

Encore une fois il semble ressortir du plan fourni dans le dossier que le rayon des 3 km retenu ne corresponde pas. Si le plan est bien au 1/ 25 000, alors il manque 100 m à votre rayon. Ce qui impacte la commune de FENOUILLET. Merci de me fournir un plan à la bonne échelle : 1/25 000 avec le rayon des 3 kms reporté à partir des limites de l'unité foncière ;

Nous avons regardé ce point, effectivement il s'agissait d'un problème à l'impression (marges d'impression) à partir du jpeg. Je joins en annexe n°3 le nouveau plan imprimé. Nous trouvons la bonne échelle et le bon rayon. La commune de Fenouillet n'est pas touchée.



**Des filtres à poussières sont prévus afin de retenir les poussières avant rejet dans l'atmosphère. Si les rejets de poussières PM 10 semblent contenus dans les normes applicables, rien n'est dit sur les rejets des poussières PM 2.5.**

**Je trouve l'avis de l'autorité environnementale pertinent sur le sujet en page 3/3, chapitre « risques sanitaires ». Je souhaiterais que vous développiez ce point sensible qui paraît insuffisamment traité dans votre dossier (cf. entre page 200 et 201). Que vous rappeliez les mesures réellement mises en œuvre pour les éliminer, voire les limiter en relation avec vos dires des pages précédentes ;**

La caractérisation des émissions présentées dans le dossier ICPE STTS utilise le retour d'expérience de STTS dans l'exploitation de salle de peinture avions. Effectivement, la réglementation sur les émissions de poussières a évolué et nous aurions pu, en l'absence de données et dans une approche majorante, considérer que l'ensemble des particules émises par STTS sont des PM<sub>2,5</sub>.

En prenant comme hypothèse que l'ensemble des particules émises sont des PM<sub>2,5</sub>, cela revient à considérer une concentration en PM<sub>2,5</sub> de 2 mg/m<sup>3</sup> pour l'ensemble des salles de peinture.

En tenant compte des conditions de fonctionnement, on obtient une quantité annuelle de poussières PM<sub>2,5</sub> émises à l'atmosphère de 4 476 kg (Emissions annuelles = [temps d'émission/avion] x [flux horaire max] \* [nombre d'avions par salle par an]).

En évaluant par modélisation, le niveau de concentration maximale obtenue dans l'environnement au niveau des habitations les plus exposées, on obtient 0,0869 µg/m<sup>3</sup>, pour les seules installations de STTS ; et de 0,14 µg/m<sup>3</sup> en considérant les effets cumulés des projets STTS et FINAERO.

La valeur limite définie à l'article R. 221-1 du Code de l'environnement (25 µg/m<sup>3</sup>) serait largement respectée. De même, en considérant de façon majorante le bruit de fond en PM<sub>2,5</sub> (15 µg/m<sup>3</sup>) au niveau de la station de Toulouse Mazades, cette valeur limite serait respectée.

A ce jour , les activités de peinture ne sont pas soumises à des obligations réglementaires de réduction des PM<sub>2,5</sub>. Le BREF « Traitement de surface utilisant des solvants organiques » précise pour les activités IED les meilleurs techniques disponibles visant à supprimer ou réduire l'impact sur l'environnement. Ce dernier précise l'obligation des entreprises soumises à l'IED qui est de suivre, mesurer et réduire les émissions de COV. A ce jour, aucune « Meilleure technique Disponible » n'est présentée pour réduire les PM<sub>2,5</sub>.

Cependant, STTS, entreprise certifiée ISO 14001, se doit de suivre ses impacts sur l'environnement et de participer aux objectifs nationaux de réduction des PM<sub>2,5</sub> d'ici 2020. Afin de renforcer son niveau de connaissance de la typologie de ses rejets atmosphériques,



l'entreprise définira un protocole de mesure adapté avec le prestataire en charge de la caractérisation des émissions de poussières. L'objectif de ce protocole sera de caractériser les émissions en PM2.5 en sortie de cheminée.

**Le 4 NOVEMBRE 2015 un arrêté dérogatoire vous a été délivré pour ce qui concerne la destruction d'espèces protégées et notamment les pieds de « ROSA GALLICA ». A ce titre pourriez-vous reporter sur un plan où vont être replantés les pieds détruits (annexe 4 de l'arrêté), quelles mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi (annexe 3) vous allez mettre en œuvre.**

Suite à l'AP du 04 novembre 2015 ; les roses de France ont été déplacées sur des emplacements identifiés comme favorable et validés avec l'ensemble des acteurs de protection de la faune (Ecologie, DREAL et Conservatoire Botanique). Le rapport de transplantation des roses joint en annexe n°2 (document envoyé à la DREAL) présente les lieux de transplantation des roses.

Dans le cadre du dossier de demande de dérogation émis pour la rose de France, STTS a défini des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi :

**Tableau 1 : Synthèse des mesures en faveur de la Rose de France**

Nom de la mesure	Type de mesures		Phase de réalisation		
	Évitement	Réduction/accompagnement	Projet	Travaux	Exploitation
Modification du tracé de la future route d'accès pour éviter les stations de <i>Rosa gallica</i>	X		X		
Transplantation des pieds de <i>Rosa gallica</i>		X		X	
Gestion des stations transplantées		X			X

Spécifiquement afin de compenser l'impact du projet sur *Rosa gallica* et d'améliorer l'état de conservation de l'espèce, STTS s'engage à :

- Mettre en place un suivi sur cinq ans de la reprise/colonisation des pieds au niveau des sites de replantation ;
- Contribuer à la réalisation d'une étude en 2016 sur la répartition des populations de *Rosa Gallica* sur la commune de Cornebarrieu.
- Mettre en œuvre une mesure de substitution qui sera réfléchie avec la DREAL et le CBNPMP si les transplantations prévues ne prenaient pas (si les données du suivi montraient une diminution de la superficie des pieds transplantés de 20% ou plus). Cette mesure se basera sur les inventaires communaux réalisés en 2016 sur Cornebarrieu.

*Nota : Le dossier CNPN complet ainsi que la note complémentaire sont à votre disposition si vous le souhaitez.*

**Précision sur le repère « 1 » noté dans la partie 3-Etude d'impact p 146**

Il s'agit de la méthodologie d'évaluation des risques sanitaires décrite au § 3.3.2.1.1. et dans le guide cité dans ce même paragraphe : si le quotient de danger est inférieur à 1, on peut considérer qu'il n'y pas de risque sanitaire (le quotient de danger étant le niveau d'exposition au polluant mesuré ou évalué par modélisation divisé par la valeur toxicologique de ce même polluant).

# **ANNEXES**

**Annexe n°1 : Plan de masse 1 :500 ème**

**Annexe n°2 : Plan des réseaux 1 :400 ème**

**Annexe n°3 : Plan : 25 000 ème**

**Annexe n°4 : Rapport de transplantation des roses de France (Ecotone)**

